

Secrétariat d' État aux migrations SEM  
Madame Cornelia Lüthy, sous-directrice  
Quellenweg 6  
3003 Bern-Wabern

Par e-mail à:

[ramona.passarelli@sem.admin.ch](mailto:ramona.passarelli@sem.admin.ch)

[andreas.renold@sem.admin.ch](mailto:andreas.renold@sem.admin.ch)

Zurich, le jeudi 5 juillet 2018

## **Consultation sur la fixation des plafonds pour l'année 2019**

Madame,  
Mesdames et Messieurs,

Notre secteur étant particulièrement concerné par ce projet de consultation, nous nous permettons également, après avoir consulté l'Union patronale suisse, de vous remettre directement notre prise de position sur la fixation des plafonds pour l'année 2019 en matière d'autorisations de séjour de longue et de courte durée en vue de l'exercice d'une activité lucrative pour les personnes issues d'États tiers ainsi que pour les prestataires de services issus d'États membres de l'UE/AELE dont la durée de séjour est supérieure à 120 jours.

### **1. Légitimation et inquiétude**

Swico est l'organisation des fournisseurs du secteur des TIC en Suisse. Swico représente les intérêts de 500 fournisseurs TIC qui emploient 56'000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires annuel de CHF 40 milliards.

Les entreprises membres de notre association, qui dépendent fortement des spécialistes issus de l'étranger, ont ressenti les conséquences dramatiques de la réduction des contingents pendant cette période (cf).

L'étude actuelle [Situation des spécialistes en TIC – Prévision de la demande en 2022](#) fait ressortir également dans ce contexte les points suivants:

- D'ici 2022, le secteur professionnel des TIC devra recruter environ 87'000 travailleurs qualifiés en raison des besoins de remplacement (retraites, émigration) et des besoins supplémentaires (croissance économique, changements structurels).
- La mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse contribuera à elle seule à une demande de main-d'œuvre qualifiée d'environ 30'000 personnes. En raison des longs cycles de formation, il sera impossible de combler cet écart d'ici 2022.

- Avec un taux de 12%, l'immigration dans le secteur des TIC est presque deux fois plus élevée que la moyenne suisse. La migration est importante pour le secteur des TIC, notamment dans le recrutement des diplômés universitaires.
- La forte proportion de migrants indique qu'il existe une offre insuffisante de personnel spécialisé en Suisse.

## **2. Prise de position sur ces différentes questions**

### **2.1 Comment jugez-vous le niveau du contingent global pour l'année en cours 2018?**

Malgré l'exploitation systématique du potentiel de main-d'œuvre suisse, l'économie suisse est absolument dépendante des spécialistes étrangers. Comme le montre l'étude «Situation des spécialistes en TIC – Prévision de la demande en 2022» mentionnée ci-dessus, il s'agit avant tout de travailleurs hautement qualifiés dans un contexte où l'économie suisse manque cruellement de spécialistes nationaux.

Un nombre insuffisant de personnels qualifiés nuit non seulement aux entreprises, mais aussi au marché suisse de l'emploi et des places d'apprentissage dans son ensemble, car les projets ne peuvent plus être réalisés en Suisse et doivent être délocalisés à l'étranger. Une augmentation des contingents, en particulier pour les prestataires de services issus de l'UE/AELE, est nécessaire de toute urgence.

### **2.2. Comment jugez-vous les besoins en contingents pour l'année 2019 (différenciés selon les pays tiers L/B et les prestataires de services de l'UE/AELE)?**

Nous prenons d'abord position sur les besoins en contingents pour les prestataires de services de l'UE/AELE. Contrairement à d'autres secteurs, le secteur des TIC est particulièrement dépendant des prestataires de services de l'UE/AELE. Ces contingents (L et B) ont été utilisés jusqu'au maximum de leur capacité, soit 100 % chacun en 2017. Aucune réserve supplémentaire n'était disponible pour ces derniers. Ce constat et la pleine utilisation des contingents disponibles montrent que ces contingents sont encore bien trop faibles. Des spécialistes étrangers sont nécessaires pour l'échange temporaire d'employés au sein d'entreprises actives au niveau international afin d'assurer l'échange de savoir-faire et la réalisation de projets. Ces spécialistes ne sont tout simplement pas disponibles sur le marché suisse. Il convient donc de doubler le nombre actuel des contingents L et B, compte tenu des besoins prévisionnels dans le secteur des TIC.

Pour les contingents de pays tiers, 44 % des permis B et 34 % des permis étaient déjà épuisés à la fin mai 2018. En raison de la situation actuelle, nos membres s'attendent en 2019 à une augmentation de 20 % de la demande par rapport à 2018, et aussi bien pour les contingents L que B. Une augmentation de 20 % des contingents des pays tiers (L et B) serait donc appropriée.

**2.3 Quelle est votre recommandation, fondée sur les besoins, l'utilisation du potentiel de main-d'œuvre suisse et le développement de l'économie, par rapport au nombre total de contingents pour 2019?**

La situation politique actuelle en Suisse a de plus en plus pour effet d'empêcher des équipes de développement suisses de prendre en charge certains projets du fait de la non-disponibilité du spécialiste déterminant (implanté à l'étranger), si bien que ces projets sont réalisés dans d'autres pays. Ainsi, la création de valeur quitte la Suisse. En raison de la situation actuelle et encore davantage sur le moyen terme, les postes correspondants en Suisse sont menacés (transfert des emplois à l'étranger).

Nous vous prions de bien vouloir prendre nos demandes en considération et vous en remercions au nom de tous nos membres.

Avec nos meilleures salutations,

Swico

Christa Hofmann  
Head Legal & Public Affairs